

Discours du 56^e anniversaire du cessez le feu en Algérie

19 mars 2018

Monsieur le Président du Comité du 12^e de la Fédération Nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie,

Madame la Députée,

Mesdames et Messieurs les membres des associations d'anciens combattants,

Mesdames et Messieurs les élu-e-s,

Mesdames et Messieurs,

Après la cérémonie au Mémorial du Père Lachaise et un dépôt de gerbes sur la place du 19 mars 1962, je suis honorée de vous retrouver à l'occasion du 56^e anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, ici, en Mairie du 12^e, dans le salon des Français d'Outremer, dans lequel vous reconnaîtrez Alger parmi les peintures.

La « Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes, civiles et militaires, de la Guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc », est l'occasion pour moi de prendre la parole devant vous et de traduire mon sincère attachement à cette commémoration.

Aujourd'hui, mes pensées vont en premier lieu au souvenir des nombreuses victimes de cette guerre, en particulier aux 32 morts du 12^e. Une guerre qui ne disait pas son nom, mais en contenait pourtant toutes les horreurs.

La journée du 19 mars symbolise, avant tout, notre devoir de reconnaissance et de mémoire des 250 000 à 300 000 morts dans la population musulmane d'Algérie, aux 25 000 morts français dont 2 788 civils et aux 65 000 blessés militaires. Sans oublier, les milliers de Français et d'Algériens disparus après le cessez-le-feu ainsi que les victimes des terribles attentats perpétrés par l'Organisation des Armées Secrètes.

Aujourd'hui, nous honorons toutes les douleurs et nous reconnaissons toutes les souffrances liées à cette guerre :

- Celles des Français métropolitains qui traversent huit années d'une guerre interminable
- Celles d'une Armée française profondément déchirée
- Celles des Français d'Algérie perdus dans leurs identités
- Celles des Algériens combattants pour une indépendance légitime
- Celles des troupes supplétives esseulées et abandonnées par la France

Nous sommes ici réunis pour reconnaître toutes les cicatrices de ce conflit, sans en nier aucune.

Nous sommes conscients, je suis consciente, des querelles mémorielles que le choix de la date du 19 mars 1962 a éveillées.

Les souffrances endurées dans les semaines et les mois qui suivirent la date du 19 mars ne sont pas ignorées. Cette date n'a pas vocation à figer l'histoire, ni à la réécrire pour favoriser les uns au détriment des autres. Bien au contraire, nous nous opposons fermement à l'instrumentalisation de la Mémoire française et aux divisions qu'elle pouvait engendrer.

Cette date rappelle aussi bien la douleur ressentie par les Français rapatriés que le lourd tribut payé par les Harkis au terme de cette guerre. Elle rappelle aussi bien l'oppression subie pendant plusieurs

décennies par les Algériennes et les Algériens, que leur combat pour l'indépendance, proclamée le 3 juillet 1962.

La signature des accords d'Evian, à défaut de mettre une fin immédiate aux affrontements et de remédier à la douleur, marque la fin officielle d'une guerre qui opposait une nation en devenir à une puissance coloniale.

Un acte de concorde qui marquera profondément la chute de l'empire colonial français, et posera une première pierre fondamentale dans la reconnaissance de ses erreurs et de ses crimes. Le colonialisme a été une très longue nuit et la page n'est pas encore complètement tournée, malgré les efforts des dirigeants français et algériens. Les blessures sont encore vives.

56 ans plus tard, nous devons travailler, ensemble, à la construction d'un destin commun apaisé pour nos deux Nations, de part et d'autre de la Méditerranée. Ce destin, nous devons le reconnaître, est inévitablement lié par l'histoire tragique de la guerre. Nous nous devons de le poursuivre dans un esprit de solidarité pour la génération qui vient ; celles des filles et fils, petites-filles et petits-fils de soldats français, des Harkis, des pieds noirs, des Algériens, des immigrés algériens en France, certains devenus français...

Benjamin Stora, historien et président du Musée National de l'Histoire de l'Immigration que je suis fier d'avoir dans notre arrondissement, prévenait contre les risques de la « communautarisation » des mémoires de la guerre d'Algérie, évitons cet écueil et œuvrons pour l'unité.

Cette plaie encore ouverte ne cicatrisera pas avec les manipulations d'un passé colonial, emplis de « nostalgie », ni avec des discours moralisateurs et manichéens pointant notamment les Harkis et les rapatriés comme criminels¹. Les

mémoires cloisonnées ne parviendront pas à apaiser les obsessions liées à la séquence de la guerre d'Algérie.

Ainsi, chaque année depuis 2012, la commémoration du 19 mars, nous permet de nous réunir et de réconcilier les parcours individuels dans une histoire commune, seul chemin, seul moyen de nous projeter ensemble vers l'avenir.

Faisons face ensemble.

Le 8 février dernier, le conseil constitutionnel a pris la décision de rayer les mots « de nationalité française » à la loi de 1963 prévoyant un « droit à pension » pour les victimes de la guerre d'Algérie. Potentiellement, des dizaines de milliers de victimes algériennes vont donc pouvoir, à leur tour, réclamer une indemnisation à l'État français. Ce sont ces petits pas, qui permettent de prendre en compte équitablement toutes les victimes innocentes, quel que soit le camp qui leur a été assigné.

Certes symbolique, et complexe à mettre en œuvre, cette reconnaissance contribue à l'esprit de solidarité que je souhaite voir embrasser la mémoire de cette période douloureuse.

Le chemin vers le rétablissement de la vérité poursuit son cours, et je vois en cette décision une avancée décisive.

Déjà en 1958, lors d'une conférence d'écrivains algériens, Albert Camus disait ne pas être sûr que, je cite : « dans la terrible tragédie dans laquelle est plongée (l'Algérie), il n'y ait pas non seulement une raison d'espérer, mais peut être aussi pour nous tous, Arabes et Français de progresser dans une démarche commune que l'on peut appeler la vérité ». Comme tant d'autres, il vécut un déchirement profond dans la guerre, tiraillé entre les deux rives de la Méditerranée ; combattant l'injustice et l'inhumanité du régime colonial bien que profondément attaché à la terre sur laquelle il avait passé son enfance... Il était animé par cette quête de la vérité.

Aujourd'hui, cette quête de la vérité à laquelle participent de nombreux écrivains, historiens mais aussi cinéastes, nous permettent d'assumer ces vêtements du passé pour ne pas vivre, toujours, en état de ressentiment perpétuel.

Il s'agit de dire ce qui a été, de comprendre ce qui nous a séparés, pour réaliser ce qui aujourd'hui nous réunit et organiser la sortie de ces tensions mémorielles attisées par certains.

Depuis, nombreux sont les historiens, les chercheurs, les civils mais aussi les anciens combattants à avoir œuvré pour l'apaisement. La nouvelle politique mémorielle menée ces vingt dernières années nous vous la devons. Et je souhaite remercier tous ceux et toutes celles qui ont travaillé et milité dans ce sens.

Notre défi collectif c'est d'accepter l'existence et la réalité des nombreux visages qui composent la guerre d'Algérie, d'assumer notre histoire pour affronter notre présent et enfin accéder à la réconciliation. Oui, la grandeur d'un pays, c'est d'être capable de réconcilier toutes les mémoires et de les reconnaître. La France en a les ressources, j'en suis convaincue.

Je vous remercie.